

Atelier National pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence et le développement de cartes de sensibilité

Sao Tome, Sao Tome et Principe
19 – 22 juin 2014

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Introduction P.5

Objectifs P.5

Activités P.6

Conclusion P.12

Hosted by:

**Direction Générale
de l'Environnement**



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from www.giwacaf.org and for bibliographic purposes should be cited as follows:

IMO/IPIECA. 2014. Report of the National workshop to develop the NOSCP and develop an atlas of sensitivity maps. 26 Pages.



Executive summary

Title of the Workshop: National Workshop for the development of the National Oil Spill Contingency Plan (NOSCP) and the development of an atlas of sensitivity maps

Hosted by: Ministry of Infrastructure, Natural resources and Environment

Venue and date: Conference room of the National Library, Sao Tomé, Sao Tomé and Principe; 19-22 may 2014

Type of event: National.

Organised by: Direction Générale de l'Environnement de Sao Tomé et Principe

Supported by:

- The International Maritime Organization (IMO),
- IPIECA, the global oil and gas industry association for environmental and social issues

Number of participants: 36 participants attended the workshop. A List of participants is attached at the Annex 1 of this Report.

Summary of the Workshop:

The primary objectives of the workshop were to improve knowledge and technics of strategies against oil spills at sea, strengthen of cooperation between the national Government and oil industries, to develop sensitivity maps, and finally, to review and update the National Action Plan for submission to the Government.

The involvement of participants and the efficient running of the workshop allowed the production of the results as following:

- participants were trained on the international and regional legal framework, on oil spill response strategies and, on roles and responsibilities during an oil spill incident;
- the National action plan was updated and strengthened;
- cooperation between the National Government, oil industries and others private marine operators is now on track;
- the system of coordination of the national contingency plan and control is fixed, the responsibilities of different government agencies and oil companies are defined; and
- the team in charge of writing the draft of National Emergency response is in place.



Sommaire

EXECUTIVE SUMMARY	2
1. PRÉSENTATION DU PROJET GI WACAF.....	4
2. INTRODUCTION	5
3. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	5
4. PROGRAMME DE L'ATELIER.....	5
5. LIEU, DATES ET PARTICIPANTS.....	6
6. ACTIVITÉS ET PRÉSENTATIONS.....	6
7. RECOMMANDATIONS.....	11
8. CONCLUSION	12
ANNEXE 1 - PROGRAMME.....	13
ANNEXE 2 – LISTE DES PARTICIPANTS	17
ANNEXE 3 – DISCOURS D'OUVERTURE DU SECRETAIRE GENERAL DES INFRASTRUCTURES ET RESSOURCES NATURELLES, ENERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT	19
ANNEXE 4 – DISCOURS D'OUVERTURE OMI/IPIECA	20
ANNEXE 5 – DISCOURS DE CLOTURE OMI/IPIECA.....	21
ANNEXE 5 – FORMULAIRE D'EVALUATION	23
ANNEXE 8 – PHOTOS.....	25



1. Présentation du Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale : L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure. Une des caractéristiques innovante est de promouvoir le développement de partenariats public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbure faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

Le Project GI WACAF : C'est un programme lancé en 2006, conjointement financé par l'OMI et neuf compagnies pétrolières membres du Projet (BP, Conocco Phillips, Chevron, ENI, ExxonMobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'IPIECA.



Mission : Renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbure au niveau national.

Portée du GI WACAF : Le Projet concerne 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbure au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Objectifs : Le Projet GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbure. Ces objectifs couvrent les différents aspects de la Convention OPRC 90 :

- **Objectif 1.** Législation : Promouvoir la ratification des Conventions OPRC 90, CLC 92 et Fonds 92 ;
- **Objectif 2.** Plan National d'Intervention d'Urgence : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles ;
- **Objectif 3.** Autorité nationale désignée : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte ;
- **Objectif 4.** Accords régionaux de coopération et d'assistance : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle ;
- **Objectif 5.** Formation et exercice dans le pays : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays ;
- **Objectif 6.** Moyens du pays : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

2. Introduction

Parmi les résultats importants engrangés par le projet on peut noter l'élaboration de plans de prévention et de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures en mer par la plupart des pays de la région et le défi actuel du projet est l'opérationnalisation de ces plans.

Malheureusement cet effort collectif n'a pas été suivi par la République de Sao Tome et Principe qui pourtant avait bénéficié lors du lancement de son 1er atelier national, des outils nécessaires pour amorcer le processus d'élaboration de son Plan National d'Intervention d'Urgence.

L'organisation de ce 2ème atelier national à Sao Tome avait pour principal objectif de relancer ce processus et de contourner les obstacles empêchant la constitution du groupe national représentatif ayant pour responsabilité de travailler sur l'élaboration du PNIU de la République de Sao Tome et Principe. Ainsi, le présent atelier s'est attaché à mettre à jour le plan d'actions national et le renforcement du partenariat privé-public aux fins de l'élaboration d'une feuille de route visant à surmonter les défis à venir en matière de coopération, planification et intervention en cas de rejets d'hydrocarbures.

3. Objectifs de l'atelier

L'atelier s'est assigné les objectifs suivants :

- améliorer les connaissances des acteurs du PNIU sur les stratégies de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en mer et sur les techniques de lutte ;
- améliorer les connaissances des acteurs du PNIU sur le cadre légal international et régional en matière de préparation et de réponse aux déversements accidentels d'hydrocarbures;
- de renforcer la coopération nationale entre le Gouvernement et l'Industrie pétrolière ; et
- de mettre à jour le plan d'action national pour l'élaboration du Plan d'intervention et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en vue de sa soumission au gouvernement pour adoption.

4. Programme de l'atelier

Le programme de l'atelier est disponible en annexe 1 de ce rapport.



5. Lieu, dates et participants

L'atelier s'est tenu du 16 au 19 mai, à la Bibliothèque Nationale de la République Démocratique de Sao Tome et Principe, à Sao Tome.

L'atelier a été animé par Mr Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA, Mr Benjamin Jeanne, Coordinateur du Projet GI WACAF et représentant de l'OMI, et enfin Mr Manuel Do Rosario, Point Focal du Project GI WACAF à Sao Tome et Principe.

Le programme de l'atelier comprenait des sessions plénières et des travaux en groupes. Alors que les sessions plénières consistaient en des présentations visant à renforcer les capacités des participants en matière de planification d'urgence contre les déversements accidentels d'hydrocarbures, les travaux des groupes quant à eux ont porté sur la mise à jour du plan et la définition des modalités de renforcement du partenariat public/privé.

38 personnes provenant des divers ministères, agences gouvernementales et ONG ont participé à l'atelier.

6. Activités et présentations

Les activités de l'atelier ont été marquées par des moments forts comprenant la cérémonie d'ouverture, les différentes présentations avec débat pour clarification et enfin la cérémonie de clôture.

6.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le Secrétaire d'Etat au Travaux Publics, Infrastructures et à l'environnement et s'est déroulée le lundi 19 décembre 2011 à partir de 10H30 suivant l'ordre ci-dessous :

- Mot de bienvenue du Directeur Général de l'Environnement
- Discours du Représentant de l'OMI/IPIECA, Coordinateur du Projet GI WACAF
- Discours d'ouverture du Secrétaire d'Etat au Travaux Publics, Infrastructures et à l'Environnement

Mot de bienvenue du Directeur Général à l'environnement

Dans son intervention, Directeur Général a remercié le Monsieur le Secrétaire d'Etat d'avoir accepté de présider la cérémonie d'ouverture avant de souhaiter la bienvenue aux participants, notamment aux consultants de l'OMI/IPIECA. Il a exhorté les séminaristes à l'engagement pour une atteinte des objectifs de la rencontre.

Discours du Représentant de l'OMI/IPECA

Lors de son intervention, le représentant de l'OMI et de l'IPIECA, a dans un premier temps présenté les objectifs du Projet GI WACAF, ainsi que les importants résultats engrangés depuis son



démarrage. Il a également noté l'implication de l'Industrie pétrolière locale dans la mise en œuvre du plan national qui s'est traduite par la participation aux frais d'organisation de l'atelier.

Discours d'ouverture du Secrétaire d'Etat

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Infrastructures, Ressources Naturelles et Environnement est d'abord revenu sur la position stratégique qu'occupe la République Démocratique de Sao Tomé qui est entouré de pays producteurs de pétrole, ainsi que l'importance du trafic maritime qui l'expose aux déversements par les hydrocarbures. Monsieur le Secrétaire d'Etat a ainsi ouvert l'atelier en souhaitant plein succès aux travaux.

6.2. Présentations de l'atelier

JOUR 1 Lundi 19 juin 2014

Préalablement au commencement des présentations, les participants eurent l'opportunité de se présenter (nom et prénoms, organisation, fonction, attentes de l'atelier). Mr Benjamin Jeanne, Coordinateur du Projet GI WACAF, a ensuite présenté le programme ainsi que les objectifs de l'atelier.

Session 1: Présentation du Projet GI WACAF

Benjamin Jeanne, OMI/ IPIECA, Coordinateur du Projet GI WACAF

Le consultant a présenté le Projet GI WACAF, financé par l'OMI et l'IPIECA, ses résultats obtenus depuis son lancement en 2006 et les activités planifiées pour le prochain biennium.

Session 2: Les probabilités d'un incident de pollution - Rôles des organismes impliqués dans la gestion de la pollution et stratégies de lutte contre les déversements d'hydrocarbures

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

Cette présentation était axée sur les causes des déversements d'hydrocarbures, le profil du risque en République de Sao Tome et Principe, les rôles et responsabilités des acteurs susceptibles d'être impliqués dans une lutte contre une pollution marine à Sao Tome. Il a ensuite donné un exemple d'organisation de lutte qui inclut les phases de prévention, de préparation à la lutte et de gestion de crise. Il a aussi décrit les stratégies de lutte en mer, de lutte en zones côtières et d'élimination des déchets. Il y a lieu de signaler que cette présentation a beaucoup aidé pour la révision du plan national de Sao Tome.

Session 3: Les risques liés à l'exploration/production offshore et effets environnementaux des activités pétrolières

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

Cette présentation a démontré les potentiels risques de pollution durant toutes les phases des activités pétrolières et leurs impacts sur l'écologie marine et la santé des populations. Les risques ont été ainsi identifiés pour les phases d'exploration, de production, de convoyage, de stockage et de transport du pétrole par navires. Aussi, est-il nécessaire d'évaluer ces risques en vue de prendre



des mesures nécessaires pour les atténuer. Ces mesures et dispositifs sont à consigner dans le Plan national d'intervention d'urgence.

Session 4 : Le Cadre juridique de gestion des urgences marines (MARPOL, OPRC-HNS)

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

La présentation a permis de démontrer l'importance de ces conventions qui fixent le cadre international relatif à la préparation, à la lutte et à la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures et par les substances nocives et potentiellement dangereuses générées par le transport par navires. Ces conventions imposent aux Etats de disposer d'un plan d'urgence régulièrement testé et mis à jour, d'un stock minimum d'équipements et de produits d'intervention, d'un programme d'exercices et de formation, d'un dispositif de coordination des opérations et de mobilisation de moyens supplémentaires pour faire face aux situations d'urgence. C'est pourquoi, elles doivent être intégrées et mises en œuvre dans la réglementation nationale afin de faciliter la disponibilité, au niveau national, d'un Plan national d'interventions d'urgence.

JOUR 2 Mardi 20 juin 2014

Session 5 : La Convention d'Abidjan et le Protocole d'Urgence régional

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

Le consultant a rappelé les objectifs et les acquis de la Convention pour la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Convention d'Abidjan), née de la nécessité pour les pays d'adopter une approche régionale pour la prévention, la réduction et la lutte contre la pollution du milieu marin, des eaux côtières et des eaux fluviales connexes de la zone de la convention. Il a également présenté le Protocole relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en situation d'urgence, en matière de lutte contre la pollution du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique occidentale, centrale et australe qui constitue le cadre régional de coopération pour contrecarrer les incidents de pollution. Le consultant a aussi fait état d'importantes décisions prises lors de la conférence des parties de la convention d'Abidjan tenue à Accra en mars 2011, notamment l'adoption du plan régional de lutte. Cet outil opérationnel fixe les modalités de la prise en charge commune des évènements de pollution dans la zone de la convention.

Session 6 : Convention FIPOL, Fonds d'Urgence National et fonctionnement

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

Lors de cette présentation, le consultant a d'abord décliné le champ d'application, le but, le mode de fonctionnement et les procédures d'accès au FIPOL mises en place pour couvrir les dommages dus par les déversements accidentels d'hydrocarbures générés par le transport maritime. Il a ensuite établi le lien avec la nécessité de disposer au niveau national d'un Fonds d'intervention d'urgence pour couvrir les opérations d'urgence en cas d'incident de pollution avant la saisine du FIPOL. Le Fonds d'urgence devrait tirer ses recettes des contributions de l'Etat, de l'Industrie pétrolière et de l'administration portuaire.



Session 7 : Cadre de coopération Gouvernement/Industries Pétrolières en matière de planification et de lutte

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

La présentation était axée sur la nécessité d'une bonne collaboration entre l'industrie pétrolière et les agences gouvernementales en charge de la prévention et de la lutte contre les pollutions et la définition des stratégies pour implémenter cette collaboration. Il a décliné les axes de cette collaboration qui devraient tourner essentiellement sur toutes les questions relatives à la prévention, à la lutte et à la gestion des incidents, sur les échanges de données, sur les meilleurs moyens de gestion des déchets et sur le financement des opérations de lutte.

Session 8 : Cartographie de la sensibilité environnementale

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

Le consultant a insisté sur le but et les objectifs de la cartographie de la sensibilité à savoir : pour la planification d'urgence, prévoir une stratégie adaptée pour la lutte et pour la protection des sites sensibles et mettre en place une organisation et des moyens adéquats susceptibles de mettre en œuvre ladite stratégie et pour les opérations de lutte, répondre aux questions principales à chaque étape de la lutte:

- Quels sites protéger en priorité?
- Comment et où mettre en œuvre les moyens de protection et de lutte?
- Comment nettoyer les zones polluées de la manière la plus adaptée?

Il a ensuite décrit la démarche ESI, internationalement adoptée pour la cartographie et a fait un petit exercice d'inventaire des données à collecter. Il a aussi présenté le guide IPIECA pour l'élaboration de la cartographie de la vulnérabilité des côtes aux pollutions marines avant de décrire l'exemple du Sénégal en matière de cartographie.

Session 9 : Modèle de politique nationale d'utilisation des dispersants

Jean Paul Mwamba Nyembo, Consultant OMI/IPIECA - GI WACAF

Le consultant a d'abord présenté les dispersants qui peuvent être utilisés comme technique de lutte contre les pollutions marines dues aux déversements d'hydrocarbures. Il s'est appesanti certes sur les avantages mais aussi sur les inconvénients, les précautions qui doivent encadrer l'utilisation des dispersants et l'obligation de disposer d'une politique nationale pour leur utilisation. A cet effet, il a présenté aux participants le Guide OMI/IPIECA d'utilisation des dispersants pour la lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures dans la région ouest-africaine, avant de les inviter à diligenter la mise en place d'une politique d'utilisation des dispersants à Sao Tome et Principe.



JOUR 3 Mercredi 21 juin 2014

Session 10 : Le projet de l'élaboration du Plan national d'intervention et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures (POLMAR) de la République de Sao Tome

Manuel Do Rosario, Point Focal du Projet GI WACAF pour Sao Tome et Principe

L'intervenant a présenté le projet du Plan POLMAR qui sera discuté très prochainement dans le Groupe du travail ad hoc et qui sera suivi d'un atelier national de validation avant de le soumettre pour approbation au Conseil des Ministres.

Session 11 : Résumé des travaux de groupe

Des modifications ont été apportées aux travaux en groupe ainsi les groupes ont été fusionnés ; Les membres de ces groupes ont travaillé sur la base de la présentation de Mr Jean Paul Mwamba Nyembo, consultant OMI/PIECA sur les probabilités d'un incident de pollution - Rôles des organismes impliqués dans la gestion de la pollution et stratégies de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Les travaux en groupe ont donné les résultats suivants :

Mise à jour du Plan POLMAR et du Plan d'actions, dirigé par le facilitateur Mr. Jean Paul Mwamba Nyembo, consultant OMI/PIECA

A l'issue de ces travaux en groupe, les participants ont formulé des recommandations pour accélérer le processus de l'élaboration du PNIU et de ratification de certaines conventions pertinentes en rapport avec la prévention, la protection et la lutte contre les pollutions du milieu marin et côtier

JOUR 4 Jeudi 21 juin 2014

6.3. Closing ceremony

Cette session était marquée par la révision des recommandations par les participants, suivis de la cérémonie de clôture de l'atelier par le Secrétaire d'Etat. Au cours de cette cérémonie, un résumé des travaux, ainsi que les recommandations de l'atelier ont été lus par le Consultant Jean Paul Mwamba Nyembo, suivi du discours de fin d'atelier du Coordinnateur du Projet GI WACAF, Benjamin Jeanne et enfin le discours de clôture par le Secrétaire d'Etat aux Infrastructures, Ressources Naturelles et de l'Environnement.

7. Recommandations

A l'issue des séances plénières et des travaux de groupes, les participants ont reconnu la nécessité de la mise en place d'un Groupe de travail, comprenant les structures étatiques, l'Industrie pétrolière, l'industrie minière, les ports et des personnes ressources, qui sera chargé de l'exécution des tâches suivantes :

1- Finaliser la révision du plan d'action national avant la présentation du projet de texte à la signature du Conseil des Ministres pour l'institutionnalisation du Plan national d'interventions d'urgence ; cette révision prendra en compte des points suivants à inclure dans le nouveau texte:

- Désigner par un acte réglementaire le Coordinateur National du plan,
- Désigner l'Autorité autorisée à agir au nom de l'Etat pour requérir ou fournir de l'assistance,
- Désigner les autorités en charge des opérations en mer et à terre,
- Définir les rôles de l'administration locale et des municipalités,
- Désigner les Centres impliqués dans les opérations de lutte (veille, PC de Crise, PC POLMAR mer, PC POLMAR terre),
- Elaborer une chaine hiérarchisée d'alerte et de notification ainsi que de mobilisation de la Cellule de crise,
- Définir la composition, les attributions et les responsables des démembrements de la cellule de crise,
- Définir les mécanismes de mobilisation, d'accès et de gestion de l'assistance internationale (formalités douanières et d'immigration, stockage, transport, déploiement, démobilisation et réintégration des moyens et des équipements),
- Prendre en compte les dispositions de OPRC-HNS 2000 et HNS 1996 ratifiées par la ,
- Mettre à jour les annexes du PNIU (Liste des points focaux de l'industrie et des ports, liste des experts nationaux, l'inventaire des équipements, liste des contacts au niveau régional et international),
- Annexer au PNIU les plans locaux et les plans sectoriels de l'industrie et des ports.

2- Formaliser le cadre de coopération entre le Gouvernement et l'Industrie pétrolière, l'industrie minière, les ports, les municipalités et les ONG en suivant le modèle de texte proposé par les consultants. Cette action pourrait être soutenue par l'OMI/PIECA à travers la participation d'un consultant aux travaux du Groupe de travail

3- Ratifier les Conventions pertinentes de l'OMI en rapport avec la prévention, protection et lutte dans le milieu marin et côtier

4- Mettre en place un système de communication dédié à la gestion de crise

- 5- Organiser des exercices de l'OPRC de niveau 1 et 2 d'abord sur salle et ensuite sur site, avec l'appui des consultants de l'OMI/IEPCA
- 6- Promouvoir la coopération bilatérale, régionale et internationale :
 - Etablir des accords opérationnels bilatéraux, sous régionaux et régionaux,
 - Participer aux exercices organisés par les pays de la zone de la convention d'Abidjan
- 7- Elaborer la cartographie de vulnérabilité du littoral avec le soutien de l'OMI/IEPCA d'un consultant spécialisé en cartographie
- 8- Elaborer une politique nationale d'utilisation des dispersants
- 9- Définir une stratégie de gestion des déchets

8. Conclusion

En conclusion les participants ont été édifiés à travers les présentations des consultants sur les probabilités des risques, sources et conséquences de pollution, le rôle des parties prenantes dans l'organisation à la lutte, l'importance de la cartographie de sensibilité environnementale et opérationnelle, l'importance de la coopération agences du gouvernement et opérateurs privés, importance de la coopération bilatérale et régionale, importance des conventions internationale de protection et de lutte dans le milieu marin et côtier, la nécessité de définir la politique d'utilisation des dispersant et enfin l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'Intervention d'urgence de lutte contre les pollutions pétrolières.

Le niveau de compréhension des participants se résume à travers la cotation de la fiche d'évaluation jointe en annexe.

Il est à noter que les participants ont émis certaines recommandations ci-dessus exposées et attendent de l'OMI/IEPCA un appui technique et financier pour finaliser et mettre en œuvre le PNIU et participer au programme de renforcement des capacités à travers des formations et exercices.

Annexe 1 - Programme

Lundi 19 Mai

Facilitateur et Président : Directeur Général de l'Environnement

0830 - 0930	Inscription des participants	
0930 - 1030	Cérémonie d'ouverture : <ul style="list-style-type: none"> - Mot de bienvenue du Point Focal National GI-WACAF (Rosario Manuel) - Allocution de bienvenue du Directeur Général de l'Environnement - Discours du Représentant de GI WACAF (OMI / IPIECA) - Discours d'ouverture du Ministre de l'Environnement 	
1030 – 1100	Pause café	
1100 - 1130	Présentation du Projet GI WACAF	Mr Benjamin Jeanne Coordonnateur GI WACAF
1130 – 1215	Probabilité d'un incident de pollution - Rôles des organismes impliqués dans la gestion de la pollution et stratégies de lutte contre les déversements d'hydrocarbures	Mr Jean-Paul MWAMBA Consultant GI WACAF
1215 -1300	Risques liés à l'exploration/production offshore et effets environnementaux des activités pétrolières	Mr Jean Paul Mwamba Nyembo Consultant GI WACAF
1300 – 1400	Déjeuner	
1400 – 1445	Cadre juridique de gestion des urgences marines (MARPOL, OPRC90 et OPRC-HNS)	Mr Benjamin Jeanne Coordonnateur GI WACAF
1445 - 1530	Convention d'Abidjan et Protocoles d'Urgence Régional	Mr Jean-Paul MWAMBA Consultant GI WACAF
		Mr Benjamin Jeanne Coordonnateur GI WACAF

1530 – 1615	Convention FIPOL, Fonds d'Urgence National et fonctionnement	
-------------	--	--

Mardi 20 Mai

Président: Directeur de l'environnement marin

0930 - 1030	Cadre de coopération Gouvernement/Industries Pétrolières en matière de planification et de lutte	Mr Jean Paul Mwamba Nyembo Consultant GI WACAF
1030 – 1100	Pause café	
1100 - 1200	Importance de la Cartographie de la sensibilité environnementale	Mr Jean Paul MWAMBA Consultant GI WACAF
1200 - 1300	Modèle de politique nationale d'utilisation des dispersants	Mr Jean Paul Mwamba Nyembo Consultant GI WACAF
1300 – 1400	Déjeuner	
1400 – 1600	Présentation des Plans sectoriels de lutte des quelques partenaires invités à l'atelier (Ports Maritimes ou sociétés pétrolières)	Représentants de ces partenaires

Mercredi 21 Mai

Président: Directeur de l'Institut Maritime et de l'Administration des Ports

0930 – 1030	Plan d'action pour la mise à jour du POLMAR – Mise en place d'un système national opérationnel	Mr Rosario Manuel, Point Focal GI-WACAF Mr Jean-Paul MWAMBA, Consultant GI-WACAF
-------------	--	--

1030 – 1100	Pause café	
1100 - 1300	<p>Groupe de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Groupe 1</u> : Mise à jour du plan POLMAR - <u>Groupe 2</u> : Mise à jour du plan d'action national - <u>Groupe 3</u> : Coopération nationale Gouvernement /Industrie pétrolière 	<p>Facilitateurs :</p> <p>Mr Rosario Manuel, Point Focal GI-WACAF</p> <p>Mr Benjamin Jeanne Coordonnateur du Projet GI WACAF</p> <p>Mr Jean Paul Mwamba Nyembo Consultant GI WACAF</p>
1300 – 1400	Déjeuner	
1400 - 1630	Suite travaux de groupe	

Jeudi 22 Mai

Président: Secrétaire Exécutif du Comité de Gestion des Produits et Substances Chimiques

0930 – 1030	Résumé des groupes de travail (1,2, et 3) et conclusion et recommandations des groupes de travail	<p>Mr Jean Paul Mwamba Nyembo Consultant GI WACAF</p> <p>Mr Rosario Manuel, Point Focal GI-WACAF</p> <p>Mr Benjamin Jeanne Coordonnateur du Projet GI WACAF</p>
1030 – 1100	Pause café	

1100 - 1300	Synthèse des travaux de la semaine et objectifs futurs	Mr Jean Paul Mwamba Nyembo Consultant GI WACAF
1300 - 1400	Déjeuner	
1530 - 1630	Cérémonie de Clôture et Certificats : - Allocution du Directeur Général de l'Environnement - Discours du Représentant de GIWACAF - Discours de clôture du Ministre de l'Environnement, Eaux et Forêts	Facilitateur : Directeur Général de l'Environnement

Annexe 2 – Liste des participants

República Democrática  de S. Tomé e Príncipe

Ministério das Obras Públicas, infraestrutura, Recursos Naturais e Meio Ambiente

Direção geral do Ambiente

(Unidade-Disciplina-Trabalho)


Lista de Presença

Ateliê Nacional para elaboração de um Plano nacional de Contingência contra derrame de Petróleo no Mar de São Tomé e Príncipe realizado de 19 a 22 de Maio de 2014 na Biblioteca Nacional.


Nº	Nome	Instituição	Telefone	Email
1	Aline Castro	DGA	9925534	alinecastro527@hotmail.com
2	Américo Carvalho	DGA	9906284	-----
3	Antónia dos Santos	CIAT	9913772	netantonia@yahoo.com.br
4	Armindo Tombá	RN-STP	223836	-----
5	Arzemiro dos Prazeres	Aut.Conjunta	9903007	arzemiro@yahoo.com
6	Darnel Baia	DGA	9921463	darnelbaia@sapo.pt
7	Deolinda Trindade	DRNE	2222669	deolinda1961@hotmail.com
8	Emílio Lima	ERIP	9903360	emilialima@yahoo.fr
9	Eurídice Semedo	IMAP	9951290	juridice@hotmail.com
10	Fausto Patrício	S.M.Fronteira	9908366	f-patricio@hotmail.com
11	Fernanda da Cruz	ONG-LCN	9954116	-----
12	Fernando L. Trindade	Cadastro	9905981	ftrindade@gmail.com
13	Germino Esp. Santos	N.A. Lobata	9920578	-----
14	Gizela Trindade	DOPU		gizatrindade@hotmail.com

15	Guilherme Mota	A.N.P-STP	9916876	guilherme-mota4@hotmail.com
16	Guilhermino Quaresma	DGA	9912617	-----
17	Hilario neto	ONG-LCN-	9911585	neto_hilario@hotmail.com
18	Honesto Baguide	DGA	9927271	h_baguide@yahoo.com.br
19	Horácio Esp. Santos	IMAP	9904176	horacioespiritosanto@hotmail.com
20	Idalécio B. Afonso	S.M.Fronteira	9912213	idalecioafonso@hotmail.com
21	Joaquim Amado	DCSQA/DGA	9922569	já-2@2live.com.pt
22	José Bastos Sacramento	DGRNE	9910812	jbastos81@hotmail.com
23	Luís Neto Barbosa	Bombeiros	9913522	luisbarbosa58@live.com.pt
24	Madval das Neves	DGA	9818532	madval15@hotmail.com
25	Manuel Jorge Rio	MARAPA	9906082	jorgecarvalho@hotmail.com
26	Manuel F. do Rosário	DGA	9911266	manrorasio2000@yahoo.com.br
27	Miguel dos Santos	Polícia Fiscal	9916361	m.trovoada7@holmail.com
28	Nilton Vaz Pereira	D.Metreologia	9920749	niltonpereira81@hotmail.com
29	Olívio Pontes	C. Politécnico	9917024	oltisousapontes@hotmail.com
30	Pascoal Neves	Cp. Portos	9908005	-----
31	Rui Vera Cruz	C. dos Portos	9902556	pontaobo01@hotmail.com
32	Silvério Pereira	E.E Petróleo	9940377	silverio_pereira@yahoo.com,br
33	Válter Af. Fernandes	G. Costeira	9911815	walter-219@hotmail.com
34	Virgínia Godinho	D. Pescas	9907655	virginiacarvalho998@hotmail.com
35	Vitalina Dias	DGA	9906558	karinameubebe@gmail.com
36	Waley Quaresma	Reporter. R.N	9942982	carvalhowaley@hotmail.com

Annexe 3 – Discours d'ouverture du Secrétaire Général des Infrastructures et Ressources Naturelles, Energie et de l'Environnement

República Democrática  de S. Tomé e Príncipe
Ministério das Obras Públicas Infraestruturas, Recursos Naturais e Meio Ambiente
Direção Geral do Ambiente
(Unidade-Disciplina-Trabalho)

Exm.º Senhor (a)


S. T O M É

Referência: 159 /MOPIRNA- DGA / 2014

Assunto : Atelier Nacional para a elaboração de um Plano Nacional de Contingência Contra Derrame de Petróleo no Mar de São Tomé e Príncipe.

No quadro da Iniciativa Global para a África Ocidental e Central, GI WACAF para reforçar as capacidades dos países de modo a fazer face aos derrames acidentais do Hidrocarboneto no mar, com vista a proteger os recursos marinhos e costeiros expostos a riscos desses derrames;


A Direção Geral Ambiente em cooperação com Internacional Petroleum Industry Environmental Conservation Association "IPIECA" irá realizar um Atelier Nacional de Desenvolvimento de um Plano de Contingência Contra o Derrame de Petróleo no Mar de São Tomé e Príncipe com objetivo de reforçar a capacidade dos quadros técnicos nacionais a prepararem um Plano de Emergência contra o derrame acidental do petróleo no País.

Neste âmbito temos a honra de lhe convidar a participar na formação acima referida, que será realizada na sala de reuniões do Centro Politécnico, na Quinta de Santo António, nos dias 19, 20, 21 e 22 de Maio, 2014, nos dois períodos do dia, conforme o programa em anexo.

Contando desde já com a sua participação queira aceitar, Excelência, os protestos da nossa mais alta e estima consideração.

Direção Geral do Ambiente, em São Tomé, ao 09 de Maio, 2014

Obs: Lugar:
Biblioteca Nacional
STP

O Diretor

Arlindo de Carvalho

Annexe 4 – Discours d'ouverture OMI/IPIECA

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et Ressources Naturelles, Energie et de l'Environnement,

Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux, Directeurs Centraux, chefs de service ou leurs représentants,

Chers participants à l'atelier,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un privilège et un honneur tout particulier de prendre la parole au nom de l'Organisation Maritime Internationale à l'ouverture de cet atelier national sur le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence de la République Démocratique de Sao Tome et Principe.

Comme vous le savez si bien, l'un des buts majeurs de l'OMI est d'instituer un système efficace de coopération technique, juridique et scientifique entre les gouvernements, dans les domaines de la sécurité maritime et de la protection du milieu marin contre la pollution causée par les navires. Ainsi, un des principal objectif de l'Initiative Globale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe est d'œuvrer à la l'opérationnalisation des Plan d'Intervention d'Urgence nationaux, à travers notamment, la mise en place d'une politique liée à l'utilisation de dispersants, la catégorisation des incidents selon la notion de Tiers, la mise en place de procédures de notification, la mise en place d'une organisation au sein de la cellule de crise, ou encore la cartographie des sites littoraux sensibles à un déversement d'hydrocarbures. Enfin, un plan opérationnel suppose qu'il soit régulièrement soumis à des exercices et que ses intervenants soient correctement formés.

A cet effet, un ensemble très complet d'accords, de recueils, de règles, de pratiques recommandées et de directives obligatoires sur le plan international ont été adoptés sous les auspices de l'OMI, telles que la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires plus connus sous le nom de Marpol 73/78, la convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC).

L'influence néfaste des rejets accidentels d'hydrocarbures sur la faune et la flore est bien connue ainsi que leurs effets sur les productions halieutiques et l'industrie touristique des zones affectées.

Il est ainsi reconnu qu'aucun pays côtier n'est à l'abri d'accidents pouvant entraîner une marée noire. La circulation des navires, en particulier des pétroliers, qui fréquentent les ports ou traversent les eaux côtières, s'accompagne d'un risque de pollution des mers par les hydrocarbures du fait d'abordages, d'échouements, d'accidents lors du transbordement des hydrocarbures, de cargaison et de soute et d'autres accidents maritimes. La pollution peut menacer les sites d'agrément, les oiseaux de mer, la faune et la flore marine, ainsi que les installations côtières et la pêche.

Mais il sied de noter ici l'importance des systèmes de coopération régionale et sous régionale en matière de lutte contre une pollution accidentelle ainsi que la pertinence de la convention OPRC 1990 et de la planification d'urgence. Un exemple frappant de la manière dont cette convention est censée fonctionner est l'accident du Prestige au large des côtes espagnoles. En effet, il a été établi que si cet évènement s'était produit dans une région du monde dépourvue d'accords bien



développés de coopération régionale et de plans d'urgence en matière de préparation et de lutte, l'intervention aurait été plus ardue et les résultats atteints beaucoup moins probants. Cet incident mit ainsi en exergue la nécessité de la coopération internationale dans ce domaine mais aussi la nécessité d'une planification nationale fonctionnelle et efficace.

Il convient de saluer ici les efforts considérables déployés par la République Démocratique de Sao Tome et Principe pour la mise en place d'une politique efficace de protection de l'environnement marin, préalable au développement harmonieux de l'économie.

Je me réjouis aussi du partenariat très productif de l'OMI avec l'industrie pétrolière regroupée au sein de l'IPIECA dont les résultats dans la région de l'Afrique de l'ouest et du centre sont déjà très remarquables. L'atelier de cette semaine en est une expression de plus.

Je voudrais terminer en vous exprimant l'entière disponibilité de l'Organisation Maritime Internationale à renforcer ses relations de coopération avec la République Démocratique de Sao Tome et Principe. Elle poursuivra ses efforts avec l'appui assuré de l'industrie pétrolière dans les domaines tels que la mise en œuvre d'un Plan National d'Intervention d'Urgence opérationnel ou encore le développement d'un atlas de cartes de sensibilité du littoral à un déversement d'hydrocarbures.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Annexe 5 – Discours de clôture OMI/IPIECA

Monsieur le Secrétaire Général des Infrastructures et Ressources Naturelles, Energie et de l'Environnement,

Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux, Directeurs Centraux, chefs de service ou leurs représentants,

Chers participants à l'atelier,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais dans un premier temps, au nom du Secrétaire Général de l'Organisation Maritime Internationale, Mr Sekimizu, remercier le Ministère des Travaux Publics et Ressources Naturelles, Energie et de l'Environnement, et notamment Mr Rosario, Point Focal du Projet GI WACAF pour Sao Tome et Principe, pour l'organisation de cet Atelier National pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence et le développement de cartes de sensibilité.

Je souhaiterais également remercier l'ensemble des participants pour leur contribution à cet atelier. Vos échanges et discussions ont permis de faire de cet atelier national un grand succès.



Les travaux en commission ont permis d'établir des recommandations afin d'élaborer un plan d'action pour ratifier les conventions internationales de l'OMI, telles que la convention OPRC90 et les conventions FIPOL, développer le Plan National d'Intervention d'Urgence ainsi qu'une politique nationale d'utilisation des dispersants et un atlas de cartes de sensibilité, et enfin, d'évaluer le niveau de préparation de Sao Tome et Principe, afin de mettre en exergue quelles seront les priorités nationales des autorités en matière de lutte contre les pollutions marines et ce, pour les années à venir.

Dans un contexte de trafic maritime croissant au sein des eaux territoriales de Sao Tome et Principe, et notamment l'accroissement de la production pétrolière dans les pays tels que l'Angola, Le Gabon ou encore, la Guinée Equatoriale, nous avons pu mettre en évidence l'importance d'avoir un plan d'urgence fonctionnel, tout en insistant sur l'importance de mettre en place des accords bilatéraux d'assistance avec les pays voisins, ainsi que de développer des cartes de sensibilités.

En effet, une pollution marine aurait pour conséquence directe de menacer l'économie de Sao Tome, en provoquant notamment une fermeture du Port ainsi qu'une interdiction de la pêche, menaçant du même coup les emplois de milliers de personnes. L'environnement littoral serait également sévèrement impacté, le littoral Sao Tomeen étant une aire privilégiée pour la reproduction de diverses espèces protégées.

Je voudrais terminer ce discours de clôture en vous exprimant l'entière disponibilité de l'Organisation Maritime Internationale à renforcer ses relations de coopération avec la République Populaire de Sao Tome et Principe. Elle poursuivra ses efforts avec l'appui assuré de l'industrie pétrolière afin d'améliorer la protection du milieu marin contre la pollution causée par les navires.

Je vous remercie pour votre attention.

Annexe 5 – Formulaire d'évaluation

Questionnaire d'évaluation Atelier National pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence et le développement de cartes de sensibilité Sao Tome, Sao Tome et Principe 19 – 22 juin 2014

Afin de mesurer l'efficacité de nos formations nous sommes intéressés par votre avis

Titre de l'Atelier:

Nom du participant:

Date:

Comment noteriez-vous les éléments suivants ? 0 = vraiment en désaccord et 10 = fortement d'accord. Afin de nous aider à réaliser les améliorations appropriées dans le futur, merci d'être aussi spécifique que possible.

Course Design Structure de la formation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Le contenu technique était approprié</i>											
<i>b. Les matériels de cours étaient d'une excellente qualité</i>											
<i>Commentaires spécifiques au sujet de la structure du cours :</i>											
Applicabilité aux objectifs	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. L'atelier a aider a renforcer le niveau de préparation antipol dans le pays</i>											
<i>b. L'atelier a atteint ces objectifs</i>											
<i>b. La formation était adaptée à mes fonctions</i>											
<i>Commentaires spécifiques par rapport à l'applicabilité de la formation :</i>											
Facilitateur dans l'ensemble	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Les Facilitateurs ont fait preuve de flexibilité en</i>											

<i>réponse aux questions soulevées au cours de la formation</i>													
<i>b. Dans l'ensemble les facilitateurs étaient appropriés</i>													
<i>Commentaires au sujet des facilitateurs:</i>													
Equipements et organisation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<i>a. Les salles étaient appropriées pour les travaux</i>													
<i>b. Les pauses cafés et déjeunés étaient de bonne qualité</i>													
<i>Commentaires spécifiques sur les équipements et organisation :</i>													
Evaluation générale	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<i>a. Dans l'ensemble, je suis satisfait avec mon expérience</i>													

En pensant à l'ensemble de la formation, y a t'il des modules que vous avez trouvé particulièrement utile dans le renforcement des capacités de lutte antipollution dans le pays

En pensant à l'ensemble de la formation, y a t'il des modules que vous n'avez pas trouvé particulièrement utile.

Commentaires généraux et suggestions :

Annexe 8 – Photos

